

DISPOSITIFS DE FORMATION AGRICOLE ET RURALE

ENJEUX ET CADRAGE DE L'ANALYSE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

(Réseau FAR – Dakar 27-28 Novembre 2006)

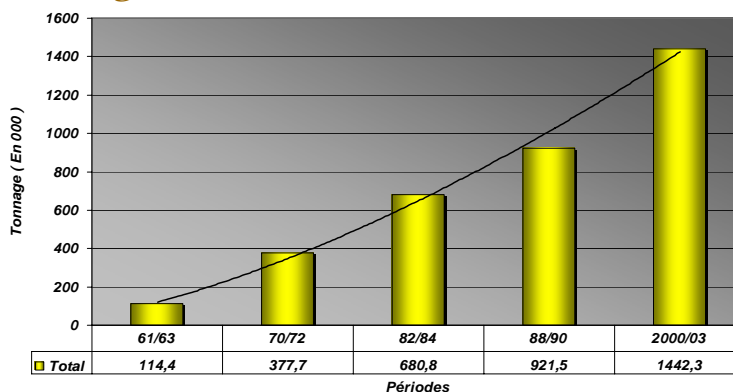
1. **Bref rappel des démonstrations de l'important forum de Ouagadougou en Juin 2005** (ces quelques diapositives sont tirées des présentations au forum résultat d'un travail coordonné par Pierre Debouvry avec Mme Rita Vigan /Bénin, M. Tiécoura Coulibaly/Mali, M. Abdou Gueye/Sénégal, M. Zongo Augustin/Burkina) .

Les cinq missions du secteur agricole dans un État nation :

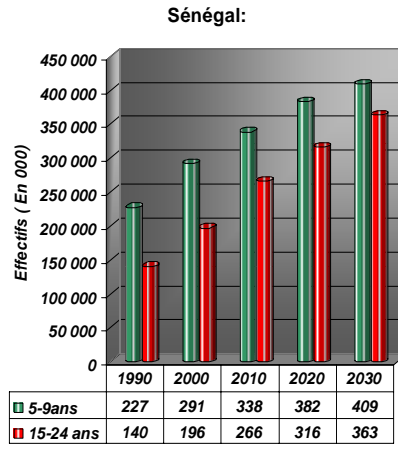
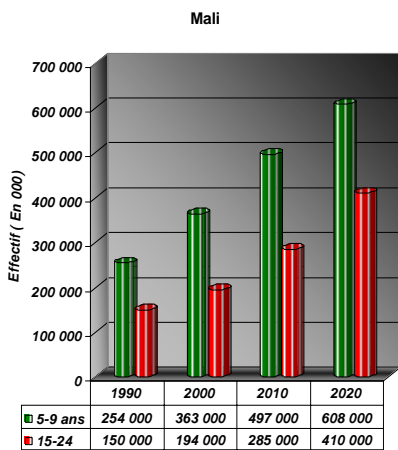
- (i) Nourrir les populations urbaines et rurales.
- (ii) Accroître les ressources en devises de l'État par les produits d'exportation.
- (iii) Protéger et améliorer les ressources naturelles.
- (iv) Assurer à ses acteurs un niveau de revenu décent et en progression.
- (v) Conserver et accroître ses emplois et auto emplois.

1) Nourrir les populations urbaine et rurale ?

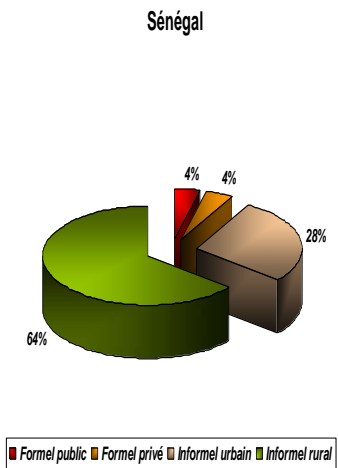
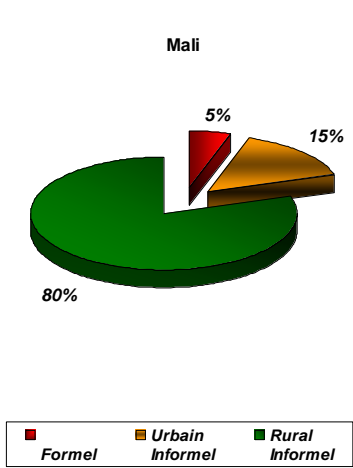
Des importations céréalières en augmentation constante !



**Ordre de grandeur des nouvelles cohortes annuelles
à scolariser et à insérer professionnellement
(moyenne des tranches d'âge pertinent)**



Répartition de l'emploi/ auto emploi par secteur d'activité



Les doutes sont ils encore possibles ?

2. Peut il encore y avoir des doutes quand aux enjeux de la formation agricole et rurale ? Les quelques rappels précédents concernant le Mali et le Sénégal ou plus globalement les pays d'Afrique de l'Ouest fixent, et tout le monde le sait bien, à quelques variantes près, les grandes lignes de l'évolution de la majorité des pays africains. Schématiquement des cohortes d'adolescents qui maintenant se comptent par dizaines de milliers sortent chaque année de l'école primaire. Un très faible pourcentage trouve une place dans les établissements d'enseignement secondaire, et le plus souvent uniquement quelques centaines dans les établissements secondaires d'enseignement technique. Ils vont pourtant devoir se mettre au travail, pour la majorité d'entre eux dans le secteur agricole ou dans des activités para agricoles. En plus ils vont y trouver tous ceux, des dizaines de milliers, qui n'ont pas eu la chance d'aller à l'école primaire et qui sont déjà installés sans autre formation professionnelle que celle donnée par leurs parents. Ceux-ci déjà au travail, se rendent bien compte malgré leur jeune âge que les méthodes de leurs parents correspondent le plus souvent à une demande différente, celle de la famille, celle de l'auto suffisance au niveau familiale, celle d'un marché très limité avec de larges disponibilités de terres. Mais les temps ont beaucoup et très rapidement changés les compétences auraient aussi du changer ce ne fut le plus souvent pas le cas.

3. Les enjeux sont énormes, la terre nourricière se fait rare ou elle perd rapidement de sa force, alors les producteurs la force récolte après récolte sans la restaurer et elle se dégrade très vite, l'environnement s'appauvrit ; pourtant les familles s'agrandissent, les parents partis à la ville doivent aussi être nourris, la production doit augmenter. Elle doit augmenter sur moins de terre alors la productivité doit nécessairement aussi augmenter. Certes les producteurs ont de nombreuses connaissances mais elles sont insuffisantes ? Quand en plus les marchés sont devenus difficiles lorsqu'ils doivent faire face aux importations de pays mieux outillés, lorsqu'ils ne savent pas bien se défendre pour aller chercher les crédits, vendre ensemble, mieux s'équiper. Après tant et tant de séminaires, de forums, d'études, qui ne connaît pas encore cette problématique et toutes ses contraintes ?

4. Il y a quelques jours un événement très important c'est produit à Niamey à l'initiative du Réseau des Organisations des Paysans et Producteurs d'Afrique de l'Ouest (le ROPPA), les principaux responsables des organisations de producteurs (OP) de 15 Pays d'Afrique de l'Ouest se sont réunis avec des hauts responsables d'administrations nationales et d'importants cadres de la CDEAO, de l'UEMOA et du CILSS, pour lancer après une semaine de débat l'appel de Niamey pour la souveraineté alimentaire et l'intégration sous régionale. Certainement un tournant dans l'histoire de l'agriculture de l'Afrique de l'ouest. Un tournant qui devrait amener la sous région à accroître et diversifier sa production pour donner du travail à ses jeunes et mieux nourrir ses populations. Un tournant qui devrait doter les producteurs ouest africains de structures et de politiques qui leur permettront de devenir de véritables partenaires force de proposition dans les négociations internationales. Mais tout au long de cette semaine à Niamey, il ne se passait pas une heure sans que les mots formation et renforcement des

capacités ne soient prononcés. Ce noble objectif d'intégration sous régionale des agricultures et de souveraineté alimentaire ne pourra être atteint sans un colossale effort de formation agricole et rurale.

5. Alors qu'attendent les gouvernants, les financiers ? Pourquoi la formation agricole et rurale n'est elle pas au coeur des programmations ? Pourquoi dans les premiers programmes d'ajustement structurels c'est la formation agricole et rurale qui a été immédiatement et durement touchée ? Pourquoi cette lourde faute n'a-t-elle jamais été réparée jusqu'à ce jours ? Ne devrions nous pas nous questionner nous les praticiens ?

6. Les arguments stratégiques nous les avons, nous venons de les rappeler ils sont incontestables et incontestés. Alors pourquoi contre toute attente, les décideurs économiques et financiers ne franchissent ils pas le pas, pourquoi ne veulent ils pas financer les opérations de formation agricole et rurale ? Qu'est ce qui leur manque ?

Comment fonctionnent et que demandent les décideurs?

7. Pour obtenir des financements il faut d'abord avoir réalisé une analyse économique, faire la preuve que l'utilisation de l'argent va rapporter plus ou au moins l'équivalent de ce que a été investi. C'est une règle incontournable pour tous qu'ils s'agisse d'économie publique ou privée. Mais pour ce qui concerne les opérations d'intérêt public, les besoins sont immenses et l'argent est rare. Les politiques, les décideurs doivent faire des choix. Pour faire ces choix ils ont besoin de deux choses : i) un projet porté par une équipe et ii) la preuve que ce projet va être au bénéfice de la société. Il faut bien constater que la plupart des pays ont déjà du mal à mettre en place une équipe dédiée totalement à ce sous secteur et que cette équipe soit suffisamment pourvue en ressources humaines et en moyens. A ce titre, l'exemple du Sénégal est particulièrement intéressant. La construction du bureau de la formation agricole et rural a demandé plusieurs années et la mobilisation coordonnée et continue des coopérations française, suisse et de la Banque mondiale. Les leçons tirées de l'expérience sénégalaise devraient permettre d'aller plus vite dans les autres pays elles s'articulent autour de quelques éléments: un leader, une équipe, des appuis politiques, administration et OP comme solides partenaires, des coopérations internationales bien informées et mobilisées sur des programmes précis, une vision à moyen terme et des plans d'opération à court terme.

8. L'équipe constituée va devoir construire et défendre des projets visant à la réalisation efficace d'un programme national. Dans la grande majorité des pays il ne s'agit pas de mettre en oeuvre immédiatement une stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR), ceci reste un objectif à moyen terme, même si l'importante étude stratégique démographique et économique déjà menée sur cinq pays est fondamentale pour fixer le cadrage stratégique et alerter positivement les politiques et les décideurs. En plus de cette étude, il s'agit bien d'identifier, d'analyser puis de renforcer les opérations qui permettront de rapidement parvenir à l'implantation d'un programme national cohérent. De multiples opérations existent mais il faut bien reconnaître que

malgré le dévouement de nombre de leurs acteurs elles sont le plus souvent insuffisamment suivies, analysées et coordonnées pour créer une véritable synergie nationale voire pour être porteuses d'une défense efficace du sous secteur de la formation agricole et rurale.

9. Mais comment analyser les opérations existantes, quelle méthode employer pour collecter et traiter l'information puis la valoriser pour décider les décideurs ? C'est souvent ici que se situe la cause de la marginalisation de la formation agricole et rurale. Les praticiens du sous secteur continuent à présenter leur argumentation comme s'ils s'adressaient à leurs collègues qui ont les mêmes préoccupations qu'eux. Ils estiment que les autres ont la même connaissance qu'eux, inutile d'expliquer. Plus grave ils n'écoutent pas les préoccupations des autres et présentent leurs argumentations uniquement en fonction de leurs seuls objectifs. Pourtant ce sont les autres qui ont le pouvoir de décider ou non de ce qui sera financé. Il est donc important pour les praticiens du sous secteur formation agricole et rurale de bien identifier qui sont les décideurs potentiels sur les opérations de formation agricole et rurale, à tous les niveaux, et qu'est ce qui les motivent qu'est ce qui les incitent à des décisions positives.

Quel type d'analyse économique et financière?

10. L'économie est un outil au service d'objectifs et de stratégie de développement. Ceux-ci doivent être clarifiés avant de proposer les outils d'analyse économique.

11. La plupart des politiques et des décideurs nationaux et internationaux travaillent sur la base d'une responsabilité citoyenne et décentralisée pour la croissance économique, la diminution de la pauvreté et la protection de l'environnement. L'analyse économique et financière pour la formation agricole et rurale devra donc structurer sa collecte de données et leur traitement en fonction d'une grille de lecture intégrant ce cadrage comme prioritaire.

12. Certes la faiblesse des analyses économiques n'a pas facilité la volonté de mobiliser les fonds indispensables à la formation agricole et rural (FAR), mais l'insuffisance des analyses financières, des possibilités de mobilisation effectives de fonds, des impacts possibles de ces mobilisations de fonds à chaque niveau, de la construction des outils de saine gestion de ces fonds, puis de l'évaluation de l'efficacité du dispositif et de son impact a aussi lourdement pénalisé la formation agricole et rurale. Analyse économique et financière doivent impérativement être établies ensembles.

13. Si l'on veut réellement atteindre l'objectif de responsabilité citoyenne et décentralisée et de pérennité du système, l'architecture de l'analyse économique et financière est très importante elle doit refléter la structuration des territoires, des niveaux des prises de décision. Chaque niveau territorial doit pouvoir s'approprier totalement les résultats des analyses qui le concernent, être convaincu de la justesse de l'analyse et donc pouvoir en assumer et en porter les recommandations. Il doit aussi pouvoir accéder de manière transparente et compréhensible aux informations essentielles des différents autres niveaux pour bien percevoir comment son niveau s'articule aux autres et participe

de la dynamique nationale. Cette structuration par niveaux/territoires responsables apporte aussi une clé à la difficile question de la pérennité des systèmes. Trop d'analyses passées ont uniquement été menées par des experts nationaux ou internationaux totalement externes aux structures de fonctionnement économique et social des pays et de plus n'ont pas été partagées avec les acteurs des différents niveaux. En s'obligeant à structurer l'analyse économique sur les différents niveaux et en l'encrant sur ceux-ci l'appropriation et donc la durabilité deviendront beaucoup plus fortes. D'autre part le surcoût apparent de la première analyse dû principalement à la formation des acteurs et à la préparation et mise en place des outils va vite décroître au cours des années avec l'utilisation maximale des compétences locales. Les trente dernières années ont suffisamment fait la démonstration des limites des « analyses experts » pour passer aux analyses accompagnées par des experts mais avant tout menées par les responsables des différents acteurs à chacun des niveaux.

Quelle structuration de l'analyse économique ?

14. L'analyse économique va devoir aborder i) les coûts directs et indirects des dispositifs de formation et ii) les ressources générées par l'impact de la formation. Ces analyses nécessitent de collecter et traiter des données spécifiques au moins au niveau :

- i) des espaces réels de décision :
 - l'exploitation agricole ou la petite entreprise,
 - la commune,
 - le département,
 - la région,
 - l'Etat national,
 - l'Etat fédéral quand il existe
- ii) des acteurs :
 - les différentes catégories économiques d'individus
 - Le groupe travaillant sur une exploitation agricole ou une petite entreprise (cela peut être la famille monoparentale, la famille élargie, le clan etc...)
 - Les associations professionnelles et celles de la société civile,
 - le secteur privé local, régional, national et international,
 - les élus comme ordonnateurs ou promoteurs d'investissement ou de taxes (locaux, régionaux et nationaux).
 - les administrations comme ordonnateurs ou promoteurs d'investissements, de budgets d'équipement et de fonctionnement ou de taxes (locales, régionales et nationales).

15. La gestion économique et financière passe nécessairement par un système de régulation qui englobe ces « territoires » avec leurs complémentarités, leurs principes de

subsidiarité et de hiérarchie, et le pouvoir des acteurs de prendre ou non des décisions, de participer et de partager ou non des bénéfices ou des pertes.

16. L'articulation entre les territoires et les acteurs se fait à travers des institutions ou des organisations plus ou moins formalisées qui permettent aux acteurs de tenir des rôles spécifiques dans des espaces plus ou moins bien déterminés. Il est évident que plus la détermination des espaces et celle des rôles des acteurs sont claires plus la synergie est effective et plus le rendement est élevé et plus il est facile de le mesurer.

17. L'approche des instruments de l'analyse économique en partant de l'articulation des territoires à partir de la base évite de construire des schémas intellectuellement très intéressants mais générateurs de conflits dans le jeu des acteurs de terrain et finalement totalement inefficients.

18. La demande des acteurs d'un territoire quel que soit son niveau n'est que très rarement uniquement sociale ou uniquement économique elle est toujours sociale, économique et politique. Parler de construction sociale de la demande de formation agricole et rurale n'a pas beaucoup de sens. Il n'y a pas de construction sociale spécifique à la demande de FAR. La demande de formation va s'exprimer à travers des constructions sociales déjà existantes des groupes, des associations, des conseils communaux, des assemblées régionales, des plans ministériels ect... Il paraît plus judicieux de parler des structurations sociales existantes qui vont devoir être améliorées, renforcées pour mieux permettre d'identifier les problèmes et les besoins, de formuler la demande de formation agricole et rurale, de négocier l'offre, de suivre et d'évaluer le rapport coût efficacité de sa mise en œuvre. D'ailleurs il n'est pas souhaitable de promouvoir une construction sociale spécifique car chacun sait que la formation n'est pas la seule clé des problèmes de développement elle en est un des éléments qui doit obligatoirement être en pleine synergie avec de nombreux autres. Plus qu'une construction sociale de la demande il faut viser à une intégration dans les planifications du développement d'une demande de formation agricole et rurale validée par les différents acteurs sociaux. De plus cette expression de construction sociale de la demande à tort ou à raison a largement été perçue comme la seule demande paysanne. Or la seule demande paysanne ne fera jamais un système pérenne de FAR. Pour être satisfaite la demande paysanne va nécessiter la mise en place de dispositifs qui requerront obligatoirement des enseignants, des techniciens, des ingénieurs agronomes bien formés. La demande de ces cadres et sa prise en compte sont indispensables à la construction du système. L'analyse économique se doit d'intégrer cette contrainte incontournable d'une demande multiple qui ne peut être satisfaite que par un système porteur d'une offre multiple. L'analyse économique devrait pouvoir apporter des éléments de décision sur la pertinence et la rentabilité du renforcement, de la création ou de la fermeture de certaines parties du système d'offre.

19. L'analyse économique et financière ne peut faire abstraction de ces réalités. Elle doit donc dans ses objectifs et instruments participer à la clarification des rôles en ajoutant de la responsabilisation et de la transparence dans son propre fonctionnement.

Les instruments.

Brièvement décrits voici quelques éléments clés qu'il serait prudent de ne pas oublier dans l'analyse économique.

20. Niveau exploitation agricole familiale :

Analyse des coûts :

- Le coût d'opportunité de la formation des acteurs au sein de l'exploitation. C'est un domaine régulièrement oublié ou sous estimé. Le départ d'un agent actif de l'exploitation agricole, même si c'est un enfant, a le plus souvent un coût soit en terme de remplacement et donc de financement de la force de travail, soit en terme de diminution de la production ou de la productivité de l'exploitation. Comme l'ont démontré des analyses fines sur la gestion des exploitations familiales, les responsables de famille ou d'exploitation agricole sont beaucoup plus sensibles à cet élément qu'il n'y paraît. Le conseil de gestion à l'exploitation familiale, lorsqu'il est bien mené, est équipé pour faire ces estimations et en faciliter l'intégration des données dans l'analyse économique. Plus intéressant encore il en permet une actualisation régulière à des coûts réduits. C'est un des avantages de cet instrument encore trop peu utilisé.
- Les coûts directs supportés par les formés appartenant à l'exploitation agricole (transport, nourriture, hébergement, matériel de stage etc..)
- L'identification claire des besoins de formation. Le coût du dispositif qui permet de passer de l'identification des problèmes à la formulation des besoins et plus spécifiquement aux besoins de formation. (la part supportée par l'exploitation agricole si elle existe : coût de participation à des réunions, pertes sur essais de récolte, temps de travail etc..). Encore une fois le conseil de gestion bien établi devrait permettre une avancée majeure dans ce domaine puisqu'il fait nécessairement ressortir les besoins cohérents de formation indispensables au maintien ou au développement de l'exploitation.
- L'impact sur la fiscalité des productions agricoles et leur commercialisation (par exemple les prêts Banque mondiale ou BAD pour l'éducation ou la formation sont le plus souvent remboursés avec des dollars obtenus par l'exportation du café, cacao, coton etc.. sur lesquels des fiscalités sont prélevées....donc avec des répercussions directes sur le revenu des producteurs. (analyse reliant le niveau macro et le niveau micro et analyse sur la durée les remboursements peuvent durer 40ans)

21. L'implantation systématique du Conseil de Gestion des Exploitations Familiales Agricoles et Rurales (CGEFAR) en plus des avantages visés par sa fonction apparaît comme le meilleur instrument de recueil et premier traitement des données pour l'analyse économique de la formation agricole et rurale : il internalise systématiquement l'analyse au niveau des acteurs et en garantit la fiabilité puisque les ceux –ci ont intérêt à fournir les bonnes données.

22. Trois hypothèses se présentent :

- i) le CGEFAR existe et dispose de ces données, elles peuvent être directement intégrées dans l'analyse économique dont les résultats seront ensuite retransmis sous forme compréhensible à leur niveau aux acteurs du CGEFAR.
- ii) Le CGEFAR existe mais n'intègre pas ces données il faudrait voir comment les intégrer rapidement au moindre coût dans une dynamique de renforcement du dispositif CGEFAR et ensuite suivre le même processus que pour le premier point.
- iii) Le CGEFAR n'existe pas, des enquêtes exploitations fines et bien ciblées par rapport à une typologie nationale des exploitations agricoles peuvent apporter les données manquantes pour une première analyse. Il faut cependant souligner que cette option ne s'intégrera pas dans un dispositif pérenne et sera plus difficilement à internaliser au niveau des acteurs de base.

23. L'utilisation de la relation positive CGEFAR et analyse économique pourrait être rapidement mise en œuvre dans des pays où le CGEFAR est bien implanté ou en expérimentation : Mali, Côte d'Ivoire, Bénin, Burkina etc..

24. Analyse des bénéfices:

- L'accroissement des revenus résultant de l'accroissement de la production ou de la productivité. (recueil et analyse des données à travers le CGEFAR ou enquête)
- L'accroissement du capital d'exploitation animal, végétal, terres (y compris qualité pas seulement superficie), équipements, capacités des ressources humaines. (Recueil des données à travers le CGEFAR ou enquêtes)

Niveau associations professionnelles et société civile locales.

25. Les coûts et bénéfices pour les membres de la ou des associations doivent se retrouver dans l'analyse précédente. Par contre il y a des coûts et bénéfices qui peuvent être inhérents à l'association et qui sont ceux liés à la mobilisation de ses propres fonds et aux bénéfices ou pertes qu'elle peut en tirer.

26. Analyse des coûts.

- Les coûts directs de la participation aux investissements de formation, des frais d'équipement, des frais de fonctionnement (hébergement, nourriture, transport, prestataires de formation ect...).
- Les coûts d'identification des besoins de formation des membres. En l'absence de dispositif type CGEFAR, cela nécessite souvent des réunions spécifiques, l'emploi de consultants etc...et c'est souvent l'absence de planification de ces frais qui fait que les besoins de formation émanent si peu de la base. Encore une

fois un dispositif de CGEFAR bien implanté devrait permettre de très largement diminuer ces coûts et de garantir cette partie indispensable du travail.

27. Les bénéfices.

- Les associations vont retirer des bénéfices à travers les cotisations de leurs membres. Ceux-ci seront évidemment liés aux systèmes de fixation de ces cotisations. Mais mêmes si les cotisations sont fixes, la régularité de leur paiement dépend souvent des résultats économiques de leurs membres. Les associations professionnelles de filières avec des membres bien formés et bien soutenus avec de bons résultats économiques ont souvent des ressources supérieures à celles pour lesquelles les compétences techniques sont défaillantes.
- Les bénéfices peuvent aussi se situer, c'est un euphémisme, au niveau de l'absence ou de la diminution des pertes. Le cas de la gestion des intrants et de leur crédit en a été un bel exemple dans le passé. La formation à la bonne gestion peut apporter des bénéfices importants aux associations. L'analyse économique doit en être réalisée.

Niveau commune.

28. Analyse des coûts

Ce sont souvent des coûts d'investissement pour construction des infrastructures, de réhabilitation, d'équipement et de subvention pour financer les prestataires de services publics ou privés. Ces coûts entre dans le budget communal qu'il soit financé par l'Etat ou par des partenaires internationaux.

29. Analyse des bénéfices.

La commune peut tirer des bénéfices de la formation à travers la fiscalité directe ou indirecte sur les intrants et la commercialisation locale des productions agricoles. Elle peut en tirer sur une fiscalité des prestataires de services.

30. Elle peut aussi en tirer d'autres plus difficiles à évaluer sur les externalités du système comme par exemple la sauvegarde ou l'amélioration environnementale de son patrimoine foncier, la paix sociale qui évite une destruction de ses infrastructures et souvent la perte de ses anciennes sources de revenus fiscaux.

31. L'effet d'entraînement du développement de l'agriculture peut aussi apporter de nouvelles ressources, en effet plus de production ou de productivité agricole demande plus d'intrants, plus de transports, plus de commercialisation etc... crée donc plus d'emplois qui peuvent élargir l'assiette fiscale.

Les niveaux département et régions

32. Ils peuvent être traités comme le niveau des communes et d'ailleurs en étroite relation avec ce niveau commune puisqu'il est important d'analyser les différentes répartitions des droits de recouvrement des fiscalités et de la répartition des ressources.

Niveau Nation.

33. Si le niveau nation doit utiliser les mêmes critères d'analyse que les niveaux précédents il doit en plus y ajouter les analyses coûts et bénéfiques des importations des produits alimentaires et des intrants de l'agriculture, des intrants indispensables au développement du secteur agricole, des exportations des produits agricoles transformés ou non et de leur impact sur les apports de devises et de l'équilibre de la balance des paiements, de l'impact sur l'emploi et donc sur l'élargissement de l'assiette fiscale, sur la croissance ou non des ressources et dépenses des services sociaux.

34. Au niveau national l'analyse économiques des externalités environnementale et paix sociale sont aussi d'une très grande importance.

Conclusion.

35. Ce sont brièvement résumées quelques grandes lignes qui doivent nécessairement cadrer une analyse économique de la formation agricole et rurale puisque la fonctionnalité première de celle-ci est de permettre aux acteurs à tous les niveaux de prendre les décisions qui leur permettront de mettre en œuvre les dispositifs de formation les plus pertinents au moindre coût et avec le meilleur impact par rapport au développement.

36. Ces analyses doivent bien sur intégrer l'analyse économique comparative des différents dispositifs qui à chacun des niveaux seraient susceptibles de répondre au mieux à la demande. Si dans ce domaine quelques analyses ont été menées sur les dispositifs formels il y a une énorme défaillance pour ce qui concerne les analyses des dispositifs non formels et informels de formation agricole et rurale. Des équipes de chercheurs ancrées sur des terrains spécifiques travaillant directement avec les acteurs des dispositifs en place devraient permettre d'améliorer spécifiquement cette partie dans les années qui viennent. Il est important de rappeler que le dernier rapport 2006 de l'UNESCO concernant le suivi de l'Enseignement Pour Tous (EPT) a mis un très fort accent sur les difficultés à atteindre les objectifs 2015 avec le seul enseignement primaire formel. L'UNESCO a recommandé de fortement renforcer les dispositifs non formels et informels de formation agricole et rurale incluant ceux de l'alphabétisation.

37. Les analyses économiques et financière de la formation agricole et rurale ne peuvent pas ignorer les récentes analyses de l'UNESCO validées par la totalité de la communauté internationale. Pour être écouté et entendus par les politiques, les décideurs et les bailleurs de fonds internationaux, les promoteurs de la formation agricole et rurale doivent donc d'abord avoir une équipe clairement identifiée, forte et qui produisent des analyses économiques et financières en partenariat effectif avec les différents acteurs, qui en respecte les niveaux de coordination et de décision, qui sache les mobiliser pour

être les porteurs puis les opérateurs de leurs propres projets. C'est sur cette trame que l'analyse économique doit se greffer, apporter des chiffres fiables, des quantifications validées par tous qui fasse la preuve que la formation agricole et rurale est rentable pour le bien public. C'est aussi sur cette trame que doit se construire l'analyse financière pour préciser qui peut financer quoi à quel niveau avec quelle responsabilité et avec quel suivi garantissant la transparence. A défaut de ces précautions il y a fort à parier que la formation agricole et rurale au lieu de devenir un programme national important et cohérent avec les financements et les ressources humaines adéquats, restera une atomisation d'opérations malheureusement sans lendemain et sans véritable influence positive sur la promotion des masses paysannes.

38. L'analyse économique et financière de la formation agricole et rurale n'est pas différente de celle des autres secteurs, elle doit être portée par une équipe volontaire avec un bon leadership, menée de manière participative, coller aux structures politico administratives existantes, rigoureuse dans l'utilisation des instruments et dans les analyses, et finalement largement partagée avec les décideurs nationaux et internationaux. Chaque opérations à son faible niveaux doit donc dès son initiation être une préfiguration de cette orientation nationale. Une évaluation économique et financière ne se prépare pas après la mise en œuvre des opérations mais avant.

Christian FAULIAU. Consultant international Christianfauliau@yahoo.fr
21 Novembre 2006.